



Déclaration de la FSU - CSAD du 8 février 2024

Méprisé.es, épuisé.es, révolté.e, indigné.es, usé.es, démoralisé.es, maltraité.es voilà dans quel état sont les personnels de l'Éducation nationale aujourd'hui ! Ceux-là même qui portent l'École publique à bout de bras, pendant que la Macronie s'emploie à la détruire.

Le 1er février et le 6 février ont été marqué par un taux de grévistes important, en particulier dans les collèges. Les personnels du premier degré et ceux des lycées et lycées professionnels étaient également très mobilisés. Cette mobilisation est l'expression du refus des mesures du "choc des savoirs", « choc » d'une extrême violence qui ne vise pas l'élévation générale des savoirs et des acquis scolaires pour toutes et tous les élèves au nom du principe d'égalité, mais acte le renoncement à cet objectif. Cette mobilisation massive est aussi la revendication forte d'une revalorisation salariale sans condition pour toutes et tous. Elle exprime enfin la demande forte d'une défense effective, concrète, de l'école publique. Au-delà du « Stanislas-gate », les mensonges et les attaques de la nouvelle Ministre, dans la droite ligne de ces prédécesseurs depuis Blanquer, marquent le franchissement d'un cap supplémentaire dans le séparatisme scolaire et social décomplexé des riches. C'est la politique anti-sociale de la Macronie qui apparaît crûment, celle qui réduit les Services publics à des moyens d'assistance pour les pauvres, pendant que les autres vont entre eux dans le privé.

Les résultats de l'enquête PISA ont été exploités à des fins politiciennes pour mettre en œuvre à marche forcée une forme de séparatisme scolaire, à travers l'institution de groupes de niveau au collège, le DNB comme examen d'entrée au lycée et la création de classes "prépa lycée" qui seront des classes de relégation.

Pour la FSU, les élèves doivent apprendre et grandir ensemble. L'hétérogénéité et l'altérité doivent rester une richesse. Nous ne ferons pas société, nous ne relèverons pas les défis démocratiques, sociaux et climatiques qui s'imposent à nous, avec une École à deux vitesses.

Il faut des politiques et des moyens pour assurer la mixité sociale et casser les phénomènes de ghettoïsation et de séparatisme social. L'argent public doit aller à l'école publique et la loi Debré doit être abrogée, ce qui permettrait une gratuité complète effective, particulièrement utile à la scolarisation des élèves des familles les plus défavorisées.

Face aux difficultés scolaires, aux problématiques posées par l'inclusion et le nombre croissant d'élèves à besoins éducatifs particuliers, la FSU affirme avec conviction que les effectifs dans les classes doivent être réduits pour améliorer les conditions de travail et d'apprentissage ainsi que l'inclusion. La diminution des effectifs des classes est une urgence et doit être la priorité. La très légère baisse démographique ne doit pas servir de prétexte à des suppressions de postes. La FSU rappelle qu'au moment où le CSP parle de "rétablir l'ordre scolaire" dans les collèges, il faudrait 40 000 ETP de plus pour retrouver le taux d'encadrement de 2006.

L'État doit prendre des mesures urgentes pour enrayer la mécanique de destruction de l'école publique. La crise de recrutement s'aggrave et les inscriptions aux concours 2024 connaissent un nouveau repli. L'école a besoin de personnels avec un haut niveau de qualification, une formation solide et une rémunération revalorisée.

La rentrée se prépare dans un chaos indescriptible sur la base de textes encore inconnus. Les moyens ont été répartis dans l'opacité. Une nouvelle fois, les annonces des réformes sont faites à la population générale lors d'une prise de parole du Président et non à la profession. La FSU s'insurge contre la suppression d'une heure de cours au niveau 6ème et demande le rétablissement de l'heure de technologie supprimée à la rentrée 2023 pour mettre en œuvre un dispositif de soutien déjà

supprimé sans aucun bilan, elle dénonce des effets de manche sur le doublement de l'horaire d'EMC en cycle 4 alors que la mise en œuvre se limitera à des projets en dehors de tout programme. Toutes ces annonces à contre-temps du planning d'organisation d'une rentrée scolaire sereine explique la vive colère dans les collèges de Gironde qui ont bien conscience de la dégradation des conditions de travail entraînée par cette réforme. Gabriel Attal a bien tenté de jouer les prestidigitateurs. En réalité, les mesures ne sont pas financées et les moyens octroyés à notre département sont très en dessous des besoins.

La colère est vive dans les collèges mais également dans les lycées, qui voient leur DGH amputée pour être redéployée vers les DGH des collèges pour financer les groupes de niveaux alors même que les classes restent surchargées et que la pression est forte pour faire absorber aux collègues de nombreuses heures supplémentaires.

Concernant le lycée professionnel, le refus du Ministère de revenir sur l'augmentation de temps de stage en entreprise malgré l'avis très largement défavorable du CSE du 8 janvier (50 voix contre et 18 abstentions) et la publication le 3 février du texte modifiant les grilles horaires du baccalauréat professionnel et l'année de terminale, conduisent la FSU à dénoncer une nouvelle fois ce projet.

Pour toutes ces raisons la FSU appelle l'ensemble des personnels à poursuivre la mobilisation contre ces réformes qui organisent la casse de l'école laïque, gratuite, publique et obligatoire :

- dès maintenant en appelant les collègues et les parents à signer la pétition intersyndicale contre "le choc des savoirs"
- le 8 mars pour une vraie égalité professionnelle femme-homme
- à partir du 19 mars lors de la journée intersyndicale de mobilisation pour la fonction publique